

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

**DANS CE NUMERO
QUATRE PAGES
DE L'UOPDP**

COMMUNES AU
QUOTIDIEN DU PEUPLE
ET A L'HUMANITE ROUGE

Premier succès de la mobilisation contre l'expulsion de Saïd Smihi

Au dixième jour de la grève de la faim entamée par Latifa Smihi, le comité pour le retour de Saïd Smihi communique : « Les services de police ont notifié à Latifa Smihi, à la bourse du Travail de Gennevilliers, l'abrogation de l'arrêté d'expulsion de Saïd Smihi.

« Nous rappelons que Saïd Smihi a été expulsé le 29 octobre 1977, sans motif, et qu'on lui a retiré ses papiers d'identité. L'annulation de cette mesure d'expulsion ne sera effective que lorsque Saïd Smihi pourra rentrer en France et sera rétabli dans tous ses droits.

« Par le fait du ministère de l'Intérieur, il est actuellement sans titre de séjour. Nous exigeons le retour immédiat de Saïd Smihi et le respect des libertés démocratiques des immigrés en France. Jusqu'à son retour, notre action et la grève illimitée de sa femme se poursuivront ».

Le comité pour le retour de Saïd Smihi appelle à participer massivement à un « colloque sur l'immigration » qui se tiendra

LE SAMEDI 15 AVRIL
A 14 h
A LA BOURSE DU TRAVAIL
DE GENNEVILLIERS

Non aux expulsions des immigrés du Puy Retour immédiat de Saïd Smihi !

Barre veut faire expulser trois travailleurs : Gloria Aznar, A. Karim Houmer et Mohamed Braitel, sont coupables d'avoir participé à la manifestation qui rassemble le 9 mars, près de 2 000 travailleurs du Puy contre Barre, Premier ministre du chômage et de l'austérité.

A la suite des protestations que cette mesure scandaleuse a suscité au Puy, Gloria Aznar a été

libérée. Il est nécessaire de s'opposer à ces expulsions (voir page 8).

D'autre part, à la suite des dix jours de grève de la faim observés par Latifa Smihi, l'arrêté d'expulsion qui frappe son mari, l'ouvrier marocain Saïd Smihi a été abrogé. La lutte continue pour son retour immédiat. (Voir ci-contre)

Circulaire raciste aux PTT Le ministre appliquera-t-il la loi ?

Rappelons les faits. Mardi 11 avril était rendu public le contenu d'une note confidentielle signée du directeur du centre de tri de Paris-Clignancourt et de l'entrepôt postal de Roissy Charles de Gaulle. Le directeur, Lemaire y écrivait :

« J'ai l'honneur de vous faire connaître que l'affectation à l'entrepôt postal CDG de cinq agents ordinaires des DOM-TOM venant de Clignancourt et la mutation entrante de deux autres venant d'Aubervilliers a porté à plus de 50 % le nombre des agents ordinaires des DOM-TOM affectés au service de la manutention.

Cette proportion très importante n'est pas sans conséquence sur la qualité du service mais aussi sur la conduite des brigades. » (...)

(...) « Je crains que l'entrepôt, à la suite du départ des métropolitains, ne compte bientôt plus que des agents ordinaires des DOM-TOM, ce qui ne saurait être admis. »

Cette circulaire est donc ouvertement raciste. La loi interdit formellement les discriminations raciales, l'incitation au racisme. En conséquence s'agissant d'une administration publique, le ministère doit réagir vis-à-vis d'une telle circulaire et, à tout le moins, sanctionner son auteur.

Par ailleurs, toutes les sanctions prises dans le passé, par ce même Lemaire à l'encontre des agents du centre de tri et de l'entrepôt doivent être considérées comme nulles et non avenues.

En effet n'y a-t-il aucun rapport entre le racisme du directeur Lemaire et le fait que ce sont essentiellement les préposés antillais qui sont victimes de sanction ?



VOIR P. 7

- NETTOYAGE DES COTES BRETONNES :
TOUT EST A REFAIRE ET C'EST PIRE
- LES MARXISTES-LENINISTES DE BRETAGNE
AU COTE DES MARINS PECHEURS

la France des luttes

• Berre-l'étang
(Bouches-du-Rhône)

**Raffinerie
«Shell française» :
un mort
par accident
du travail**

Un ouvrier d'une entreprise travaillait sur une ligne de torche*. Il était sur un échafaudage en hauteur et travaillait au niveau d'un collecteur. Il avait l'équipement de protection nécessaire à ce travail, c'est-à-dire un masque à gaz.

Suite à des ennuis, une unité de production décidait d'envoyer ses produits à la torche pour les faire brûler. La brusque pression a surpris l'ouvrier qui a fait un mouvement de recul. Il a basculé par-dessus l'échafaudage et a fait une chute de plusieurs mètres entraînant sa mort.

Peu après, des bruits couraient : c'était la faute de cet ouvrier.

De fait, c'est la direction Shell, et elle seule, qui en porte la responsabilité. Elle est responsable parce que :

- Elle a fait travailler un ouvrier sur la ligne de torche sans isoler la section où il travaillait.
- Elle n'a pas prévenu les autres unités des travaux sur cette ligne de torche.
- Elle n'a pas prévenu du danger l'ouvrier qui effectuait ce travail.

- Elle a fait monter un échafaudage d'une largeur de 30 centimètres alors qu'il pouvait être plus large mais plus cher.

Ce travailleur est mort pour que les impératifs de production fixés par Shell puissent être réalisés. Déjà, plusieurs accidents de ce genre se sont produits à la section gaz, sans avoir ces conséquences tragiques mais la sécurité n'a pas été renforcée pour autant. Ce n'est pas la faute d'un ouvrier s'il est victime d'un accident du travail, c'est la course aux profits, c'est la rentabilité, c'est la « compétitivité » que veulent les capitalistes. Au moment où la direction de Shell française fait étalage de son souci permanent de la sécurité (à propos de l'Amoco Cadiz) voilà un exemple de son application.

*Dans une raffinerie, une ligne de torche est une tuyauterie qui relie les unités de production aux torches. Quand il arrive un ennui à l'une d'elles et que cette unité ne peut plus assurer la réception, le traitement ou le stockage de produits (gaz le plus souvent), ces produits sont envoyés aux torches afin de les brûler car il y a toujours danger de fuite, d'explosion ou d'incendie dans cette unité.

Correspondant HR Berre.

FETE DIMANCHE 30 AVRIL
de 15h à 22h.
Chalet de l'Herminette
LA VISTE - MARSEILLE - MORS.

JEUNESSE en LUTTE

Programme:
15h. Chœurs, Sébaste, guitare, podium.
16h30. Forums.
18h. Meeting : « 6 jours de la jeunesse »
20h. Chœur de musique populaire.

Jeunesse Communiste Marxiste Léniniste de France

Demande de contact

- Parce que j'aspire à combattre fermement le capitalisme et refuse les fausses solutions des partis de gauche ;
- Parce que je désire participer à l'édification du parti marxiste-léniniste unique ;
Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, l'Humanité rouge peut me joindre à l'adresse suivante :

Nom
Prénom
Adresse
Profession



• Chine

**De chacun selon ses capacités,
à chacun selon son travail**

De grandes discussions ont lieu actuellement pour l'élaboration d'un juste système de salaires adapté à l'étape actuelle du développement du régime socialiste. Le point de départ du débat, c'est bien sûr que les travailleurs ne sont plus au service de quelques patrons avides de profits, mais qu'ils travaillent et produisent pour eux, pour le peuple. D'un autre côté, le principe communiste de répartition « A chacun selon ses besoins » ne peut pas être encore appliqué, car il ne correspond pas au niveau de développement économique et politique actuel de la Chine.

La revue théorique du Parti communiste chinois, « Hongqi », vient de publier des rapports sur la question. Une note de la rédaction indique : « Nous devons appliquer scrupuleusement ce principe inscrit dans notre Constitution : ceux qui ne travaillent pas ne mangent pas ; de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail. Nous devons renforcer le travail politique et idéologique, préconiser l'attitude de travail communiste afin de servir de tout cœur le peuple. Il faut combiner encouragement moral et matériel, l'accent étant mis sur le premier ».

Nous reproduisons ci-dessous le rapport sur le système des salaires au port de Houangtou, en Chine méridionale.

« Depuis l'avènement de la Chine nouvelle, le système des salaires aux pièces a été généralement pratiqué à l'égard des dockers ayant un travail physique intense (...)

» Influencés par la bandes des Quatre, des départements de chargement de ce port remplacèrent, en 1971, le système de salaire aux pièces par le système de travail au temps, en rémunérant uniformément les ouvriers, qu'ils travaillent beaucoup ou peu. Cette mesure contraria l'initiative de certains d'entre eux, si bien que les principales normes de l'économie su-

birent une baisse. Et en septembre 1973, conformément aux directives données par les dirigeants du Conseil des Affaires d'Etat, et d'après les opinions formulées par les ouvriers, trois brigades de chargement adoptèrent de nouveau, à titre d'essai, le système de salaire aux pièces.

» Ce système consiste en ceci : premièrement, équipes ou groupes, en tant qu'unité, touchent une rémunération selon leur travail. Plus ils travaillent, plus ils gagnent. Et une répartition égale se fait dans ces unités. Voilà l'essentiel, quant au travail des dockers. Deuxièmement, les salaires des ouvriers sont maintenus les jours où ils sont détachés de la production pour cause de mission, de convalescence, de visites chez leurs proches ou de travail supplémentaire pendant les fêtes consacrées par la loi. Troisièmement, pour que les vieux ouvriers ne voient pas leur salaire diminuer, on distribue une allocation stable à ceux dont le salaire était à l'origine supérieur à la rétribution aux pièces qu'ils touchent maintenant. Vu leur âge et leur santé, on leur accorde en même temps un traitement de faveur dans la division du travail.

» Dans notre société socialiste, la mise en œuvre de l'initiative des ouvriers se réalise pratiquement par le travail politique et idéologique de notre parti (...)

Scandale immobilier à Londres

L'URSS veut construire une nouvelle ambassade en Grande-Bretagne. Rien de bizarre à cela, pourtant les associations de quartier ne semblent pas apprécier cette nouvelle initiative.

Il faut dire que les exigences des Soviétiques sont tout de même incroyables.

Se trouvant à l'étroit dans leurs locaux actuels, ils ont décidé de déménager dans le quartier chic du centre de Londres et pour ce faire, d'acquiescer deux nouveaux terrains à Kensington. Sur l'un de ces terrains, les Soviétiques veulent édifier un vas-

te complexe comprenant une soixantaine d'appartements destinés à loger le personnel diplomatique, une école pour les enfants, un gymnase, un théâtre, un tennis et un sauna. Le tout entouré d'un mur de 20 mètres de haut.

Sur l'autre terrain convoité seraient édifiés les locaux mêmes de l'ambassade, mais là, il y a un problème. C'est que pour disposer de ce terrain, il faudrait détruire deux bâtiments architecturaux classés. A quand l'ambassade soviétique à la place du Louvre ?

» La combinaison de l'encouragement moral et de l'encouragement matériel a galvanisé l'initiative des ouvriers et stimulé leur ardeur au travail. De 1974 au mois d'octobre 1977, dans ce port, le volume mensuel de chargement et de déchargement a atteint, en moyenne, 126,7 % des normes fixées.

• Kampuchea

**Appel de Pol Pot
au gouvernement
et au peuple
du Vietnam**

La « Voix du Kampuchea » a dénoncé les attaques massives lancées la semaine dernière par les forces armées vietnamiennes contre le Kampuchea. Les relations diplomatiques entre les deux pays ont été rompues.

Dans le même temps, Pol Pot secrétaire général du Parti communiste du Kampuchea, a lancé « un appel au gouvernement et au peuple du Vietnam, pour qu'ils acceptent l'amitié cordiale du peuple cambodgien et pour que les relations entre les deux peuples et les deux gouvernements redeviennent bonnes ». Il a indiqué que le rétablissement des relations amicales entre les deux pays passait par l'arrêt immédiat de tous les actes d'agression vietnamiens. Il a répété la position de son gouvernement que le « Kampuchea démocratique reconnaît la frontière actuelle avec le Vietnam, telle qu'elle a été admise par les accords de 1966 et 1967 ».

KAMPUCHEA (CAMBODGE)
JEUDI 20 AVRIL
20 h 30 SALLE B DE LA MUTUALITÉ
MEETING

Commemorant le 3e anniversaire de la libération de Phnom Penh
A l'appel de l'Humanité rouge, du Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste), soutenu par La fédération des Unions populaires de Turquie en Europe, avec la participation du Comité des patriotes du Kampuchea démocratique en France.

Au programme :
- Intervention
- Présentation d'un grand film inédit en couleur (1977) : « Kampuchea démocratique ».

Tracts et affiches d'appel sont disponibles immédiatement.

• Tchécoslovaquie

Un grand démocrate

« Je n'aime pas les prisons et je déplore que des gens s'y trouvent ». Cette déclaration émane du grand démocrate Husak, qui n'est autre que le chef de l'Etat et le chef du Parti révisionniste de Tchécoslovaquie. Mais ce n'est pas tout ! Il y a aussi déclaré que « les détenus politiques sont fort peu nombreux » en Tchécoslovaquie. Il a expliqué que ceux qui étaient en prison ont été condamnés, non

pas pour leurs idées contraires au régime existant, mais parce qu'ils avaient violé les lois.

Les signataires de la Charte 77 emprisonnés, et ils sont de plus en plus nombreux à l'être, le sont non pas pour leurs idées, allons donc, ce serait, dans ce cas, un crime mais parce qu'ils ont violé les lois qui interdisent de s'exprimer dans un autre sens. Voilà toute la différence !

union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

U.O.P.D.P. 3 rue Jean Robert Paris 18°. Tél : 607.23.75.

L'ÉCHEC DE LA GAUCHE

Ce n'est pas l'échec des travailleurs

La droite a échappé à la défaite. La gauche a échoué, une fois de plus. Ces élections, qu'on nous faisait attendre, depuis des mois, comme le moyen d'en sortir, n'ont rien changé. En apparence, et pourtant...

Les choses peuvent maintenant devenir plus claires. En bonne logique capitaliste Barre N° 3 succède à Barre N° 2. Maintenant qu'ils ont réussi à conserver une majorité de sièges à l'Assemblée, ils croient pouvoir continuer de plus belle et avoir les coudées plus franches pour nous imposer une aggravation de leur politique d'austérité, de chômage et de répression.

Déjà, ils ont programmé de nouvelles vagues de suppressions d'emploi, dans la sidérurgie, le textile, l'administration. Une augmentation de moitié, dans les mois qui viennent, de la masse, sans précédent, des chômeurs.

Déjà, ils ont programmé, pour récupérer par avance les quelques miettes sociales qu'ils vont distribuer, tout un train de hausses des prix.

Malgré les sourires de Madame Veil, c'est la dégradation de nos conditions de vie, de travail et de santé qui va se poursuivre.

Ils ont commencé, avec la marée noire, et ils vont continuer de plus belle, avec Giraud, patron de l'électronucléaire et ministre de l'Industrie, leur politique criminelle, au nom du profit, de saccage et d'irresponsabilité.

Ce qui s'annonce, on l'a vu à l'œuvre contre les manifestations de Brest, la manifestation des jeunes à Paris, c'est une répression accrue, une intimidation policière constante face aux mouvements de lutte.

Croient-ils que nous allons encore supporter des mois et des années durant de payer la crise ?

L'échec de la gauche aux élections, ce n'est pas la défaite des travailleurs, c'est l'échec du PS et du PCF.

Aujourd'hui, le Programme commun est mort. L'Union de la gauche, nous avons vu ce que c'était, le 13 mars : un accord électoral de façade, où avec le plus grand mépris pour les électeurs, chacun cherche à utiliser son rival pour se hisser au pouvoir. Au bout de quelques mois, que serait-il advenu d'un tel gouvernement de désunion de la gauche ?

Marchais exigeait davantage de ministres PCF, davantage de sociétés à nationaliser où placer ses hommes, pour imposer son modèle étatique et bureaucratique de capitalisme. Mitterrand et Rocard, voulaient avoir les mains libres pour se débarrasser du PCF le moment venu.

Aujourd'hui, ils n'ont plus aucune perspective, même illusoire, à proposer. Les événements confirment ce que nous disions avant les élections.

Réunion du Comité d'Initiative National DE NOUVELLES PERSPECTIVES

● Après les élections, la voie de la lutte

La réunion du Comité d'Initiative National de l'UOPDP, du dimanche 9 avril, a commencé par une analyse de la situation politique nationale après les élections. Elle a été suivie d'un débat constructif.

Le rapport introductif à la discussion a rappelé brièvement les points principaux de la situation d'après mars :

— Avant les élections l'accent était surtout mis sur le danger que représentait le projet capitaliste bureaucratique d'État du PCF, et aussi sur les menaces du RPR de Chirac. Après les élections, c'est la déception chez un grand nombre de travailleurs, du fait que les mêmes soient encore en place.

— La remise en cause des partis de «gauche», la recherche par les travailleurs d'une autre stratégie. La situation est favorable, le terrain est fertile, pour apporter les explications nécessaires sur l'échec de la stratégie de l'«Union de la gauche». C'est notamment là-dessus qu'il faut intervenir et être à l'offensive.

— Les travailleurs n'attendront pas les prochaines élections (les présidentielles de 1981) pour se lancer dans des luttes, pour faire aboutir leurs revendications. Même si cela ne se fait pas dans les jours qui viennent, vu la démobilisation prônée par les partis de «gauche» et les directions syndicales.

— Le gouvernement Barre III, c'est la continuation de l'austérité et il doit être perçu comme une machine de guerre pour faire payer la crise aux travailleurs. C'est notamment la continuation de la restructuration de l'économie française et tout ce que ça entraîne : nouvelle vague de licenciements (sidérurgie, textile, etc).

LES PRINCIPAUX POINTS DU DÉBAT

Un point est revenu souvent dans la discussion, c'est que si nombre de

travailleurs sont déçus, ils ne sont pas pour autant découragés.

BEAUCOUP D'INTERROGATIONS

Jusqu'au premier tour (le 12 mars), les illusions sur la gauche ont tenu, mais maintenant, les partis en question ne peuvent plus les maintenir. La situation est différente, il n'y a plus de réflexions et d'illusions du genre : «Laissons-les faire leurs preuves».

Le slogan du PCF : «Le PS a viré à droite» n'est pas une révélation pour les travailleurs. Déjà il y a eu un nombre très significatif de travailleurs et même de paysans qui ont voté pour ce qu'ils considèrent comme «l'extrême-gauche», parce qu'ils ne font plus confiance à la gauche. La confiance envers eux s'est effritée. Il y a des réactions du genre : «Ils se sont foutus de notre gueule». Un certain nombre d'entre eux demandent à discuter avec nous car il y a beaucoup d'interrogations. Par exemple : «Qu'est-ce que cherchent les directions syndicales ?» qui vont parler à l'Élysée. La question de la lutte est posée, car les travailleurs ne veulent pas partir seuls et se demandent comment faire. Ils veulent des perspectives concrètes. Ils comptent sur nous pour apporter un certain nombre de réponses.

Ceci d'autant plus qu'il semble qu'il va y avoir une forte accentuation de la répression : le procès de la Shell contre l'union des consommateurs, le quadrillage provocateur des flics dans toutes les récentes manifestations, donnent un aperçu de la température.

LES DIRECTIONS SYNDICALES TEMPORISENT

La politique cynique (du patronat entre autres) de plus en plus ouverte, augure de ce qui va se passer, si les travailleurs ne prennent pas en mains leurs propres affaires. Des nouvelles luttes ont démarré aussitôt après les élections.

Les directions syndicales ne sont pas fières. Alors que dans certains endroits, ils avaient dit qu'il y aurait (au lendemain du 19 mars) débat à chaud sur les résultats des élections, ils ne l'ont pas fait. Ils font le mort !

Les directions confédérales temporisent. La direction du PCF enterre tout, cette fois sans «Programme commun» et prétend qu'il faut poursuivre le débat idéologique : en fait, ça va prendre un certain temps de passer de l'illusion sur l'Union de la gauche à une tactique de lutte qui soit claire, qui s'oppose à la ligne des directions confédérales.

DANS LES CAMPAGNES

Pour des paysans, (dans l'Yonne), il y a débat sur la question : «Syndicat traditionnel ou syndicat de lutte de classe ?». Les partis de gauche n'ont pas pénétré chez les paysans comme dans la classe ouvrière. De plus, on a été les seuls à parler de la paysannerie pauvre, des préoccupations des petits paysans.

A noter que, contrairement à ce qui se passe dans les grandes villes, dans les campagnes, les professions de foi sont très lues.

ÊTRE OFFENSIF DANS LES DISCUSSIONS

Dans ce contexte, il a été jugé important de retourner dans les bourgades, pour discuter avec les gens (c'est souvent là que les scores ont été les plus élevés) : «Les autres n'iront pas, ils n'ont rien à dire. Par contre, nous n'avons pas à rougir d'un mot de ce que nous avons dit, car nous n'avons jamais caché la vérité.»

Le Quotidien du Peuple et l'Humanité Rouge publient simultanément, chaque semaine, ces pages prises en mains par l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne.

Suite page 2

Suite de la une

Tirons les leçons de ces cinq années

Maintenant que les élections sont passées, tirons ensemble le bilan, travailleurs, militants syndicaux, et militants de base du PCF, petits paysans et militants de ces nouveaux secteurs de lutte : écologistes, militants des mouvements régionaux, de femmes, de quartiers.

Organisons des réunions communes pour apprécier le Programme commun, aujourd'hui défunt, qui a contribué à saboter nos luttes.

Pendant cinq ans, la bourgeoisie accélérât la politique de crise, de chômage, d'austérité ; la petite paysannerie voyait s'accroître sa dépendance des firmes capitalistes, et le mouvement de sa disparition. La bourgeoisie se lançait dans un programme électro-nucléaire irresponsable. Les entreprises capitalistes pressées par la crise, ravagent la nature et notre santé pour pouvoir conserver et augmenter leurs profits.

Pendant ces cinq années, aucune riposte d'ampleur n'a pu être organisée. Chaque fois que les ouvriers s'engageaient résolument dans la lutte, chaque fois que les petits paysans se révoltaient massivement, chaque fois qu'il a fallu organiser une riposte énergique contre l'assassinat d'un ouvrier, d'un travailleur immigré, d'un petit paysan ou d'un militant écologiste, à chacune de ces grandes luttes, ces gens-là, nous rabâchaient la même chose.

«Vous avez raison, on vous comprend, mais pour lutter efficacement, ne cédez pas à la provocation, retournez au travail et votez pour nous, on s'occupe de tout !»

Leur mot d'ordre inlassable, «Attendez 73, attendez 74, attendez 78, et maintenant attendez 81 si ce n'est pas 83» a conduit à isoler, morceler, étouffer chacune de nos luttes, et tout ça pour rien.

Ces gens-là, portent sur leurs épaules de très lourdes responsabilités, trop lourdes pour que nous ne cherchions pas à nous regrouper, et à nous organiser de façon autonome, pour échapper au contrôle étouffant qu'ils chercheront à nouveau à nous imposer.

Une seule voie : la lutte !

L'amertume des résultats des élections, s'estompera progressivement, les travailleurs et avec eux d'autres couches de notre peuple ne subiront pas éternellement cette politique qui reste la même, le Programme commun ne sera plus là pour peser de tout son poids néfaste, les luttes repartiront.

Seule cette voie est payante, comme l'ont montré les mouvements de 1936 et 68, où ce sont les occupations d'usines qui ont fait plier le patronat et le gouvernement.

Ces luttes à venir, il nous faut les préparer

Il nous faut dans les entreprises, à nouveau nous saisir des acquis des années de luttes précédentes où la démocratie ouvrière et la démocratie syndicale ont permis de mobiliser de façon dynamique les travailleurs et les militants dans les comités de grève, l'occupation des usines, la coordination des luttes. Il nous faudra à nouveau, par ces méthodes démocratiques, faire reculer la manipulation des partis de gauche qui rendent nos luttes inefficaces ou, qui ne permettent pas de faire céder le patronat et le gouvernement.

Il nous faut, travailleurs, préparer des luttes qui payent.

Unir les forces de tous ceux qui combattent la politique de crise et les fausses solutions des partis de gauche

Rassemblons nous, travailleurs, petits paysans, militants écologistes, régionaux, groupes femmes ou de quartiers, pour construire un mouvement qui échappe à ces partis de gauche, qui nous mènent chaque fois dans des voies sans issue, et pour donner au combat de tous, un sens plus large, une remise en cause plus complète et plus profonde de ce système et nous donner ensemble, des moyens efficaces pour la battre, et construire ensuite le socialisme.

Rassembler aujourd'hui des forces éparpillées pour donner demain toute leur portée politique aux luttes, voilà le sens du combat actuel de l'UOPDP.

Venez en discuter avec ses militants, pour engager en commun les actions qui vont dans ce sens.

Préparons-nous à la lutte !

(Tract national de l'UOPDP)

● Tirer le bilan des élections

● Se préparer à la lutte

Des bilans des comités et de leurs perspectives aujourd'hui, s'est dégagé un bilan d'ensemble positif. Alors que l'Union s'est créée au début de cette année, elle est parvenue à développer une intense activité de propagande, elle s'est fait connaître de dizaines de milliers de travailleurs, à travers le pays, elle s'est renforcée et a effectué un premier regroupement de forces, y compris de travailleurs qui s'engageaient pour la première fois dans le combat politique.

Certes des inégalités existent dans le développement des comités soit qu'ils aient été constitués, pour les uns, plus tardivement, soit qu'ils aient, parfois, sous-estimé la nécessité de multiplier les contacts et les discussions politiques pour parvenir, dès le départ à une assise plus large.

De toutes façons, se dégage clairement pour la plupart, la nécessité de poursuivre leur activité dans la situation nouvelle qui fait suite aux élections et qui apparaît comme favorable pour le développement de l'Union.

Nous avons été les seuls à dire la vérité sur l'Union de la gauche. Beaucoup de travailleurs s'en souviendront. Nous avons propagé que, quels que soient les résultats des élections, il fallait se préparer à la lutte, et s'organiser de façon autonome pour la lutte. Avec la faillite des partis de gauche, cette question est en train nécessairement de se poser, aussi bien parmi les syndicalistes que parmi les nouveaux secteurs de lutte qui sont apparus (groupes femmes, courants écologistes, associations de quartier et de défense du cadre de vie).

Dans la période précédente, il s'agissait de faire face au double danger de l'après mars 1978 : risque d'une tentative d'instauration de capitalisme d'Etat et risque d'une contre-offensive des forces les plus réactionnaires. Ce double danger est pour le moment écarté.

Mener le débat politique

Aujourd'hui, le problème clef qui est à résoudre, c'est quel doit être le rôle de l'Union, quelles sont ses tâches spécifiques pour contribuer à rassembler ces forces, à préparer la riposte à la politique de crise, le passage à l'offensive.

Il faut bien définir les rapports de l'Union avec les organisations de masse, les organisations de lutte déjà existantes. En aucun cas, il ne s'agit de se substituer à elles, pas plus qu'aux syndicats, ni de prétendre les concurrencer en voulant créer des organisations parallèles, sur les mêmes objectifs. Cela n'a jamais été notre démarche. Au contraire, les meilleures perspectives existent, là où les comités, dès avant les élections, ont noué des liens, participé à des actions et engagé la discussion avec ces organisations.

L'Union a un rôle politique à jouer : il est essentiel de tirer largement le bilan politique de ces élections, d'examiner ensemble les composantes nouvelles de la situation avec tous les syndicalistes, toutes les organisations de masse, qui ne faisaient guère ou pas du tout confiance à la gauche, avec tous ceux qui nous ont écouté sans vouloir encore, avant les élections, s'engager avec nous. Il est essentiel que l'Union joue un rôle actif dans la



clarification et l'unification politiques de tout ce potentiel de lutte. C'est une condition indispensable, pour que, dans les luttes à venir s'affirme une orientation révolutionnaire, autonome du réformisme et de l'influence du PCF, et que le développement de la lutte de classe impose des reculs significatifs à la bourgeoisie au pouvoir.

La fonction politique de l'UOPDP ne lui donne pas, pour autant, la fonction d'un parti politique, d'un parti révolutionnaire. Les bases politiques de l'Union visent à regrouper les forces opposées au capitalisme et se démarquant de l'emprise des partis de gauche. Et ces bases politiques, du point de vue de l'idéologie, de la précision de la ligne politique et des rapports d'organisation, n'impliquent pas le degré d'accord et de cohésion qui sont le propre des partis politiques.

Unir pour la lutte

Ce rôle d'unification politique est inséparable d'un rôle d'initiative pour favoriser le rapprochement, le débat et la coordination entre les différents secteurs de masse —et donc la définition d'objectifs de lutte et d'initiatives concrètes à mettre en œuvre. Nous devons aider à ce que se créent ces lieux de rencontres et de débats, ces regroupements et ces pôles tournés vers la lutte. Les comités de l'Union doivent jouer en ce sens, un rôle de centres d'initiative largement ouverts sur les courants de lutte qui se manifestent, et y prenant part activement. Ce rôle de l'Union a commencé à apparaître assez nettement avec la mobilisation en cours contre les responsables de la marée noire : des comités anti-marée noire se sont constitués. Il n'est pas question de chercher à créer une autre forme d'organisation sur cet objectif. Par contre, les militants de l'UOPDP y participent, contribuent à y affirmer un point de vue clair, à faire en ce sens, des propositions pour préciser les mots d'ordre, les cibles d'action, les initiatives concrètes à prendre, à créer de nouveaux comités anti-marée noire, tout en diffusent, de façon autonome, et à élargir à de nouveaux travailleurs nos explications et nos propositions.

Pour consolider et développer l'UOPDP et qu'elle remplisse pleinement ses tâches, il est indispensable de développer la vie politique et le débat démocratique dans les comités. Les travailleurs, souvent déjà engagés dans des secteurs particuliers de lutte, ne s'associeront à la construction de l'Union, que s'ils y trouvent les moyens d'éclairer leur vision politique d'ensemble, et à partir de là, de mieux définir les axes et les perspectives concrètes de lutte.

Les décisions du Comité d'Initiative National

Car l'UOPDP se place résolument aujourd'hui dans la perspective de la lutte. S'il y a nécessité de tirer le bilan des élections, de mener le débat politique, c'est, avant tout, pour préparer les conditions favorables afin d'engager la lutte. S'il y a nécessité de créer ces lieux de débat et de coordination entre les différents secteurs de masse, c'est pour aider à améliorer le rapport de forces, à préciser les cibles et les objectifs de lutte, à les unifier.

C'est pourquoi le Comité d'Initiative après avoir examiné les modifications à apporter a décidé de publier une plate-forme politique adaptée à la situation nouvelle, et qui a pour axe la nécessité de la lutte et de la préparation à la lutte. De même, il a décidé de proposer, dans un bref délai, les grands points d'une plate-forme revendicative, inséparable de la plate-forme politique.

Pour faire bénéficier l'ensemble des comités de la diversité des expériences et des débats qui se mènent, il est apparu la nécessité d'éditer un bulletin de liaison, qui sera publié en fonction des besoins du moment.

Le premier rendra compte, de façon plus détaillée que dans ces pages des travaux du Comité d'Initiative National.

Enfin, comme la mobilisation contre les responsables de la marée noire l'a montré, le Comité d'Initiative National a indiqué la possibilité pour les comités locaux de se donner, s'ils en éprouvent le besoin, les moyens souples de se coordonner au plan local ou régional.

● Bilans et perspectives des comités

● Après avoir examiné la situation politique nouvelle au lendemain des législatives, les membres du Comité d'initiative ont fait le bilan de l'activité des différents comités durant la campagne, en même temps que chacun d'eux indiquait les perspectives qui se dégagent dans la période à venir. Même si tous les comités ne sont pas représentés au CIN, des représentants venus de nombreuses régions ont pu ainsi faire part de leur expérience : Paris et sa banlieue, Lille, Dunkerque,

Thionville, Rouen, Nantes, Rennes, Orléans, l'agglomération lyonnaise, Besançon et Belfort, Reims... Nous ne donnons ici qu'un aperçu, résumé, de quelques-unes des interventions. C'est sur la base de cette large confrontation qu'ont été définis le rôle et les tâches de l'UOPDP dans la période qui s'ouvre : «Tirer le bilan des élections avec les travailleurs, préparer nos luttes» et qu'a été prise la décision de remodeler la plate-forme politique et d'élaborer une série d'axes revendicatifs.

Pontoise

Un camarade a souligné que le comité, par exemple, avait pu se développer en trois «générations», touchant d'abord des militants, puis de proche en proche, des éléments des masses qui se sont associés au travail, diffusant les idées de l'UOPDP autour d'eux, dans leur entreprise, dans leur quartier. Le PCF, dès le premier tour, dans cette circonscription, s'était désisté pour un gaul-

liste de progrès : du coup, les militants du PCF, sans enthousiasme, n'ont pas cherché à s'opposer à notre travail de propagande, pendant toute une période. Nous avons rencontré également des membres de la cellule du PCF. Dans cette région de grandes propriétés, il semble que dans les villages, les voix UOPDP sont souvent celles d'ouvriers agricoles.

d'organiser avec des associations, l'unité populaire. A Vaulx, la défense, face à la municipalité PCF, d'une association populaire

de culture et de loisirs peut cristalliser le rejet et la dénonciation de la pratique de la «démocratie locale» selon le PCF.

Orléans

A la suite de l'activité menée pendant la campagne électorale, des perspectives peuvent être tracées : à l'hôpital pour mettre en relation les questions de santé avec les conditions d'exploitation dans les usines comme Rivierre.

campagne contre les responsables de la marée noire.

A Orléans, le comité local se trouve engagé dans les élections municipales partielles du 16 avril, pour le remplacement de deux conseillers municipaux dont le maire. Deux candidats, Paul Mercy, agent hospitalier et Jean-Jacques Régibier, directeur de MJC, qui s'est opposé à la municipalité en place, se présentent, avec le soutien de l'UOPDP, sous l'étiquette : «Pour la victoire de nos luttes, pour le socialisme».

D'autre part, le scandale d'un dépôt de produits radioactifs installé en pleine ville, à la Mouillère, nécessite une riposte à mener avec les militants écologistes. Cette mobilisation aura nécessairement à se coordonner avec la

Nantes

Au cours de la campagne, le comité, en se développant, a été amené à s'associer à des militants de différents secteurs. A présent, il s'agit de tisser des contacts avec ces organisations elles-mêmes. Mais cela implique que nous réfléchissions davantage dans différents domaines. Par exemple, dans la dis-

cussion avec les différents groupes femmes, il faut se déterminer sur des revendications précises, sur des priorités de lutte. Des écologistes ont demandé à discuter avec nous. Sur toutes ces questions, il serait intéressant d'organiser les débats et les échanges d'expériences au sein de l'UOPDP.

Rennes

En dépit de la confusion entretenue par les multiples candidatures d'extrême-gauche, notre score est intéressant. Il y a eu peut-être un certain activisme dans les tâches d'agitation électorale (affiches, tracts, etc.). Cela a pu nuire à la qualité et à l'approfondissement des discussions. L'élargissement des comités connaît des limites, mais il a permis une participation réelle d'une frange de travailleurs. Le meeting de l'Union, organisé avant le premier tour, a été un succès : un millier de personnes venues de Rennes et des alentours.

Le problème posé est : comment organiser le cou-

rant de sympathie que nous avons suscité ? La mobilisation contre les responsables de la marée noire doit permettre de relancer l'activité concrète des camarades, notamment pour les trois groupes de quartier. Un groupe de travail à la campagne se constitue : il est nécessaire d'aller débattre avec les paysans, dans les villages, qui se sont prononcés pour l'UOPDP. Nous serons d'ailleurs les seuls à faire cela. Des camarades ressentent le besoin d'une plate-forme revendicative, économique et politique, «sinon à la limite, on apparaîtrait comme gauchiste : il faut aussi avoir des objectifs de lutte précis.»

Elections municipales partielles à Orléans

Dans le cadre des élections municipales partielles qui auront lieu à Orléans les 16 et 23 avril, pour le remplacement de deux conseillers municipaux dont le maire, l'«Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne» a décidé de présenter deux candidats : Paul Mercy agent hospitalier et Jean-Jacques Régibier, directeur de MJC. Ces deux candidats sont présentés sous l'étiquette «Pour la victoire de nos luttes, pour le socialisme».

Lille

Nos meilleurs scores électoraux ont été obtenus dans les quartiers ouvriers. Trois commissions avaient été formées : emploi, cadre de vie/logement, immigrés. Ceci a amené des camarades à s'investir dans un comité de soutien à un foyer de travailleurs immigrés. Le comité ne comprend encore qu'une petite partie de personnes qui ne militaient pas auparavant. Il y a encore des difficultés à organiser les gens qui sympathisent

avec l'UOPDP. Mais nous avons tissé des liens avec différentes organisations de masse : avec les écologistes pour la lutte contre les pollueurs, avec des groupes femmes à propos de l'affaire Heide, avec une radio libre, avec la C.S.C.V. ainsi qu'avec une organisation anti-impérialiste. Les discussions portent à la fois sur des questions politiques d'ensemble et sur des propositions concrètes de lutte.

Saint Denis

Une quarantaine de personnes participent au comité. Une commission immigrés s'est constituée. Des employés communaux, réprimés par leur employeur, la municipalité PCF, ont participé à la vie du comité. Dans cette ville de la banlieue nord de Paris, où l'implantation du PCF et sa présence à la mairie sont anciennes, beaucoup d'organisations ont surgi, remettant en cause le monopole politi-

que du PCF : une radio libre, radio 93, des groupes femmes, des foyers d'immigrés en lutte, la CSCV, des associations de locataires comme celle des Francs-Moisins.

Nous avons à bien redéfinir nos bases politiques en fonction de la situation nouvelle, à engager avec ces forces des discussions politiques liées à des propositions d'actions concrètes.

Dunkerque

Le comité est constitué pour moitié de personnes qui n'avaient pas encore milité jusque là. Tous les membres du comité sont actifs et prennent en charge les tâches. La vie démocratique du comité permet que tous les points de vue s'expriment et que l'on parvienne ainsi à une bonne unification. Les scores électoraux n'ont pas déçu : on ne s'attendait pas à davantage. Par contre, on est certain que ceux qui ont voté pour

nous savent ce qu'ils ont fait, et qu'on doit pouvoir les associer, le plus souvent, à notre activité. La mobilisation est engagée contre les responsables de la marée noire. La question de la lutte se pose à Usinor. Face aux pratiques attentistes et réformistes de la CGT, il sera nécessaire d'intervenir. Des membres du comité ont commencé, en ce sens, l'enquête politique parmi les ouvriers.

Lyon

Sur Lyon, à part un, les comités ont connu un bon ou assez bon développement. Ils se sont constitués dans un premier temps à partir d'un intense travail de contacts et de discussions politiques sur les bases de la plate-forme politique, avant de se lancer dans une activité large de diffusion et de propagande.

Le bilan de la campagne électorale a été jugé positif. Après les élections, un

tract, diffusé à l'initiative des comités de Lyon, a été très lu en général : il a montré combien les travailleurs cherchaient à y voir clair, et qu'il fallait répondre à ce besoin.

Les commissions, formées au sein des comités, ont permis de tracer des axes concrets de mobilisation. Par exemple, sur le 1^{er} arrondissement, se dessine, autour des employés d'un hôpital menacés de licenciements, la possibilité

Contre toutes les marées noires du capitalisme

Rapport de la commission marée noire du Comité d'Initiative nationale

Le problème du nettoyage des plages, mis en avant par le gouvernement et les presses, radio, TV, journaux est en fait très secondaire. Il s'agit de ne pas compromettre la saison touristique.

Sur place, c'est surtout le problème du chômage, qui sera durable, à propos duquel il faut intervenir. Chômage et ruine, par la pollution, des petits ostréiculteurs, des goémoniers et des ouvriers saisonniers ou non des industries de la pêche, et de la commercialisation des huîtres.

De cette situation qui aggravera la désertification de la Bretagne on ne parlera plus sur les ondes après les vacances de Pâques. Déjà les «réchos» se font plus rassurants.

En fait, le travail politique à mener est à long terme et un des axes que doit soutenir l'UOPDP, c'est que les jeunes volontaires, puissent connaître et comprendre cet aspect du problème alors que le gouvernement fait tout pour l'isoler.

● l'autre axe est de permettre sur place une organisation des sinistrés, pour leur permettre de lutter et d'obtenir réparation. Or, tous ces gens qui vivaient, au jour le jour de la mer, n'avaient pas d'organisation pour se défendre.

Une première coordination des comités anti-marée noire s'est tenue la semaine dernière.

● Il y en a 6 importants : Brest, Lesneven, Morlaix, St Brieu, Rennes, Lannion. Certains regroupent 50 personnes (Lesneven), d'autres jusqu'à 300 (Brest). Ils ont des commissions : sur la santé, la presse, le travail en direction des chômeurs, des soldats et sur les problèmes de stockage du pétrole dans les fosses.

● Cette coordination s'est donnée comme objectif de s'attaquer aux causes de la catastrophe, dénoncer la course au profit, et l'inconséquence du gouvernement qui vient de prouver une fois de plus qu'on ne peut pas lui faire confiance dans ce domaine, pas plus que pour la sécurité des centrales nucléaires. D'où le mot d'ordre : «Mazouté aujourd'hui, radio-actif demain ?».

● A propos du bénévolat, la coordination appelle à s'organiser pour obtenir des conditions correctes de travail, et une indemnisation suffisante pour les paysans qui ont prêté leur matériel. Reprenant le mot d'ordre : «Bénévole non, volontaire oui !» elle propose d'intervenir dans les

ANPE en direction des chômeurs, pour qu'ils puissent, s'ils le désirent travailler au nettoyage en étant payés, mais sur crédits spéciaux et non sur les impôts locaux.

● Un grand rassemblement est prévu à Brest le 22 avril et une marche sur Paris le 6 mai.

Le rôle de l'UOPDP est de populariser, d'informer partout sur la situation en Bretagne. Le mieux est d'y aller, pour bien se rendre compte et développer l'enquête chez les travailleurs et paysans bretons, sur leur situation, leur avenir et celui de la région. Réaliser avec eux des mots d'ordre de lutte.

Aider à ne pas en rester au simple élan de solidarité, montrer que ce n'est pas une fatalité, mais dénoncer le capitalisme, et accuser les responsables sur des faits précis concernant le remorquage, les tractations des assurances.

Dresser un réquisitoire et envisager, courant juin ou juillet, un grand rassemblement national en Bretagne, à organiser avec d'autres, qui serait le procès populaire de toutes les marées noires du capitalisme.

● Bilans et perspectives des comités

Nous publions ici d'une part le rapport écrit par le comité de Tonnerre, dont un représentant participait au Comité d'Initiative Nationale, d'autre part, le rapport du comité de Marseille qui nous a été envoyé.

Tonnerre

Depuis le début du lancement de l'UOPDP, le 13 janvier, le comité n'a fait que se développer, un camarade immigré l'a même rejoint depuis la fin des élections. Au cours de la campagne électorale, il s'est grossi de 5 membres. Ceci sans compter les nombreux sympathisants isolés qui se rallient à nos initiatives.

La campagne électorale a permis de tracer des perspectives qui peuvent se concrétiser maintenant.

Au cours de nos meetings, nous avons pu tisser de nombreux liens.

— des petits paysans intéressés par la création d'un syndicat de lutte de classe à la campagne.

— des ouvriers isolés sur leur village soucieux de créer un syndicat dans leur usine.

— des ouvriers soucieux de lutter pour faire reculer les maladies professionnelles.

— des ouvriers et écologistes avec la volonté de faire reculer le pollueur PUK ou ELF Aquitaine dans l'Avalonnais.

Ce sont tous ces travail-

leurs qui ont fait campagne pour nous. Tel cet ouvrier que nous ne connaissions pas qui a pris publiquement position en notre faveur dans un café de l'Avalonnais. C'est ainsi que 515 travailleurs ont voté UOPDP et parmi ces 515, nous en connaissons une bonne part que nous nous employons à recontacter maintenant.

C'est parce que la campagne électorale a permis de tisser des liens avec tous ces travailleurs qu'elle a été possible. Le fait que LO ait recueilli un plus fort pourcentage ne nous a pas inquiété car si on enlève les voix de caractère poujadiste, l'essentiel des travailleurs anti-révisionnistes pourront de toute façon retrouver dans nos rangs le moyen de mettre en pratique leur volonté de lutte car LO est totalement absente du département.

LES PERSPECTIVES ?

Elles ne manquent pas. 5 jours après le second tour, après avoir tiré le bilan des résultats, le co-

mité de secteurs tirait les conclusions (elles ont déjà été publiées dans les pages UOPDP de la semaine dernière).

La réunion du comité qui a eu lieu le 7 avril a complété ses axes de travail pour sa participation à la fête des «Amis de la terre» qui aura lieu le 30 avril. Le comité organisera également une intervention sur la foire mensuelle de Tonnerre le 29 avril.

Pour compléter, il faut parler du travail mené en commun avec des camarades d'Auxerre qui vont organiser 2 meetings sur 2 secteurs proches d'Auxerre où l'UOPDP a réalisé de bons scores et ce, en vue de constituer un comité avec des ouvriers désireux de mener la lutte contre les maladies professionnelles notamment le saturnisme.

Sur Avallon, les perspectives existent également dans un secteur victime de la restructuration capitaliste. Là-bas la marée noire, c'est l'implantation de PUK pour extraire la fluorine, c'est aussi ELF Aquitaine qui veut

extraire l'uranium à Quarré les Tombes en plein parc régional du Morvan. Tisser des liens avec les habitants du quartier de la Morlande où l'UOPDP a eu 13 voix alors qu'aucun camarade n'y est présent, s'avère nécessaire d'autant plus que les ouvriers sont d'anciens petits paysans anti-révisionnistes du fait que le PCF n'a rien fait contre l'exode rural forcé dans la région.

Pour terminer, sur le secteur d'Avallon, la perspective de créer un comité est envisagée du fait qu'un couple d'ouvriers s'inscrit déjà dans ce projet. Les lieux d'intervention sont bien sûr ce quartier de la Morlande mais également la paysannerie : n'a-t-on pas vu en juin dernier, 70 paysans se déplacer pour participer à une soirée avec Paysan-Travailleur ?

Pour systématiser la réflexion politique du comité, chaque réunion commencera désormais par un quart d'heure politique fait à tour de rôle par chacun des camarades.

Marseille

Le comité d'initiative de Marseille s'est réuni après le deuxième tour des élections pour commencer à en tirer les leçons.

Tout d'abord, on a remarqué l'impression géné-

rale de déception chez nombre de travailleurs qui avaient cru sincèrement que la victoire électorale de la gauche apporterait des améliorations à leur situation ; en plus, les

visites à Giscard des leaders politiques et syndicaux n'ont fait qu'accroître le désarroi. Aussi la première question à laquelle on doit répondre, c'est : comment les partis de gauche en sont arrivés là ? Et en même temps, comment ils nous ont menés jusque là ? On a cité l'exemple de travailleurs, mobilisés par le PCF pour la campagne (diffusion de *La Marseillaise*) qui ne sont pas allés voter au deuxième tour, où était pourtant présent le PCF, par dégoût de l'accord du 13, pour refus des manipulations des partis. Mais si le fait que PC et PS ont recherché avant tout leurs intérêts propres est assez largement vu, on ne peut pas en rester à ce point. Ainsi est apparue la tâche centrale de la période immédiate : mener un travail de clarification de la situation politique, expliquer les projets respectifs des partis bourgeois et leurs rapports entre eux, dans tous les endroits où sont présents les participants au comité, y compris en prenant l'initiative de débats avec les militants du PCF ; ainsi commence à se préparer le 3^e tour des luttes.

Ensuite ont été vues les perspectives de l'UOPDP, comment nous allons travailler maintenant, après la période un peu particulière des élections. Le comité regroupe des militants engagés dans diverses organisations de masse (locaux, quartiers, syndi-

cats) et il nous faut trouver les points communs pour unifier ces différentes pratiques. D'abord, le cadre de l'UOPDP permet une réflexion politique d'un point de vue d'ensemble, sur la base de la plateforme nationale. Mais aujourd'hui le courant pour l'autonomie débouche largement les rangs de l'UOPDP : il est nécessaire de prendre des initiatives pour concrétiser la volonté de lutte et débattre politiquement, initiatives qui vont dans le sens de construction du front. Le comité reste donc structuré en commissions sur des thèmes précis, l'A.G. se réunissant de façon plus espacée pour permettre l'approfondissement de la réflexion politique.

Actuellement, le travail est engagé sur quatre points :

● l'intérim, où l'UOPDP a contribué à regrouper des intérimaires et à construire une section syndicale intérim.

● le cadre de vie, avec le problème de la pollution d'une usine des quartiers nord, autour duquel on peut regrouper des travailleurs de l'usine, des cités voisines et des écologistes.

● les expulsions, avec le bilan à tirer des luttes menées.

● l'ilotage qui est mis en place à Marseille, où une initiative est prévue ce mois-ci pour mobiliser contre ce nouveau danger pour les luttes populaires.





• Nettoyage des côtes bretonnes

Tout est à refaire et c'est pire

Avec le changement des vents, les nappes de pétrole, qui étaient dispersées en mer, sont à nouveau revenues sur les côtes. Elles ont atteint des points qui, jusque là, n'avaient pas été touchés.

A l'heure actuelle, la pollution est totale sur la côte-Ouest du Finistère. Les îles d'Ouessant et de Molène ont été atteintes. L'île de Sein est menacée.

Au niveau de Porsall, aux alentours de l'épave de l'Amoco Cadiz, les irrisations de pétrole sont visibles à l'infini. Ces serpents visqueux flottant à la surface de l'eau verte sont poussés au gré des vents et du courant vers les côtes où les opérations de nettoyage ont été réduites à néant. A la pointe de Tremazan, où un nettoyage fastidieux avait remis la plage propre, tout est à nouveau englué.

LES ILES SONT TOUCHÉES

Les côtes Nord de l'île d'Ouessant ont été atteintes par des nappes de faible importance. Ce sont des irrisations qui maculent les criques. Par contre, l'île de Molène est beaucoup plus touchée. Maintenant, c'est l'île de Sein qui, un an et demi, après le Boelhen, est directement menacée.

La réserve d'oiseaux du cap Zizum qui avait été également atteinte par la marée noire du Boelhen est, elle aussi, directement menacée par les nappes de pétrole brunâtres qui dérivent au gré des vents.

DE NOUVELLES ZONES MENACÉES

Les nappes de pétrole s'étendent sur une largeur qui va de la côte continen-

tales jusqu'à l'île d'Ouessant et sont visibles jusqu'à la pointe Saint-Mathieu.

C'est-à-dire que la rade de Brest et la baie de Douarnenez, si le vent tourne à l'ouest, risquent de se voir engluées de pétrole.

Un dispositif plan d'urgence a été déjà mis en place et des barrages anti-marée noire ont été installés dans les zones ostréicoles et conchyocoles. Un barrage, notamment, a été prévu à l'entrée de l'anse de Lamberlac'h, dans le fond de la rade où se trouvent des élevages de truites et de saumons. Ces barrages ont déjà montré leur efficacité en craquant net dès que le vent se met à souffler un peu fort.

ON CONTINUE A UTILISER LES DÉTERGENTS

Malgré l'opposition des scientifiques et des marins-pêcheurs, (voir article ci-contre) la Marine nationale continue à utiliser la craie et les détergents. C'est ainsi que quatorze navires de la Marine nationale ont traité les nappes qui s'approchaient de l'île de Molène.

Avec ces méthodes, et de multiples nettoyages, les plages seront peut-être propres cet été. Mais la mer sera morte pour dix ans.

A Locquemeau, un des ports de pêche les plus touchés, un paysan qui participait aux opérations de nettoyage avec sa tonne à lisier est tombé dans un semicom, au cours d'une opération de transvalement.

**Abonnez-vous à
L'Humanité rouge
quotidien révolutionnaire
des travailleurs**

Marins-pêcheurs :

Le désastre s'amplifie

De nos correspondants à Lampaul-Plouarzel

Les ports situés au sud de Porsall sont fortement atteints. Des barrages ont été mis en place dans l'Aber Ildut, mais une fine pellicule recouvre le port de Porscave.

Une voiture sonde de la mairie de Lampaul-Plouarzel a sillonné le village pour former en hâte des équipes de volontaires. Malgré nos demandes aucune indication sur le lieu où sera entreposé le mazout ne nous a été fournie, le maire se contentant de nous répondre : « Ne vous inquiétez pas, l'armée a tout prévu ».

Quand on voit les dunes de Porsall, on comprend ce que cela signifie. Hier, les marins-pêcheurs de Lampaul qui étaient en mer, se sont approchés des navires de la Marine nationale, ces derniers traitaient les nappes de pétrole à la craie et aux détergents.

Ainsi, malgré les appels répétés des scientifiques et des marins-pêcheurs, la Marine nationale au service de l'État capitaliste continue cyniquement à détruire la faune et

la flore marines. Pour nous, le but recherché par Bécam, par la Marine nationale et même par la plupart des maires, est clair : il s'agit pour eux de détruire la pollution visible, de nettoyer les plages afin d'attirer les touristes cet été. Peu importe à tous ces gens que les touristes se baignent dans un cimetière, peu leur importe l'avenir de la pêche côtière et le chômage actuel des marins-pêcheurs et des caseyeurs.

« NOUS N'IRONS PAS RAMASSER »

Aussi, ce matin, sur la côte de Porscave, Jean-Luc, Dédé et leurs camarades marins-pêcheurs avaient raison de dire : « Nous n'irons pas ramasser le mazout sur les plages, en ce moment nous ne sommes pas payés, nous nous considérons en chômage forcé et nous refusons d'être des bénévoles ».

Surtout qu'au même moment, à quelques milles de la côte on pouvait voir les bateaux de la marine entourés d'un épais nuage de craie... Deux cents soldats du contingent doivent arriver ;

en ce moment des appelés des villages alentours sont sur les plages de l'île de Batz, ils ont eu une « augmentation de leur solde » : 15 F par mois.

Suite à l'appel de la mairie pour le nettoyage des plages, de nombreux enfants se sont précipités pour s'inscrire, il est important que, grâce à l'action des comités anti-marée noire, il soit interdit aux moins de 17 ans de ramasser le mazout car sinon, il est certain que la bourgeoisie n'aurait pas hésité à les employer. Cette mobilisation pour le nettoyage des côtes montre aussi l'impact des campagnes gouvernementales, la force des couches locales qui vivent du tourisme.

AUX CÔTES DES MARINS-PÊCHEURS

Aussi, comme au moment de la destruction des casiers du bateau « Le petit Fanch » par les chalutiers russes, le Parti communiste marxiste-léniniste de France se tient fermement aux côtés des marins-pêcheurs, principales victimes de la marée noire.

Les marins-pêcheurs refusent d'être sacrifiés sur l'hôtel du tourisme et si nous comprenons l'inquiétude des commerçants et travailleurs du commerce, nous refusons qu'au mépris de la nature, on défende uniquement le tourisme.

Les communistes marxistes-léninistes défendent avant tout les travailleurs de la mer et, par là-même, l'équilibre écologique du milieu marin. Notre parti perce à jour la vaste mystification que mettent en place, depuis l'échouage de l'Amoco Cadiz, le pouvoir et les notables locaux. Nous tenons à dire que des plages propres et une mer morte cela satisfera peut-être certaines couches de la population mais que les marins-pêcheurs, eux, auront à lutter pendant de longues années.

Ici, dans des villages où pour 1 500 habitants, il y a souvent plus de 30 chômeurs, ou, depuis quelques années, la pêche et le crabe représentaient un débouché pour de nombreux jeunes, la marée noire c'est un coup de plus que nous porte le système capitaliste.



« Et de nombreux jeunes marins-pêcheurs d'ici étaient de ceux qui au nombre de 5 000 ont débordé la manifestation du lundi de Pâques à Brest, c'est bien que la soi-disant gauche ne fait rien sinon allonger des phrases ronflantes. » (Information de nos camarades de Lampaul-Plouarzel). Sur notre photo : les manifestants devant la préfecture maritime de Brest, le lundi de Pâques.

ESPAGNE : REPRESSION CONTRE LES PARTISANS DE LA REPUBLIQUE

Douze membres de la « Convention républicaine des peuples d'Espagne » (CRPE), accusés de préparer « illégalement » la célébration du 47e anniversaire de la seconde République espagnole, ont été arrêtés, a annoncé jeudi soir un communiqué du gouverneur civil de Madrid.

Le CRPE a diffusé récemment de nombreux tracts appelant à manifester, le 14 avril, en faveur de la République.

Un porte-parole de l'organisation a, d'autre part, affirmé, jeudi à Madrid, que six autres de ses militants auraient été arrêtés récemment dans diverses localités d'Espagne.

NICARAGUA

Alors que la grève des étudiants et des lycéens se poursuit dans tout le pays contre la dictature du général Somoza, une fillette de dix ans a été tuée et un enseignant a été blessé dans la nuit de mercredi à jeudi, à Chinantega et Jinotega, au cours de manifestations dispersées avec des gaz et à coups de crosse de fusils. Des gaz extrêmement dangereux, achetés à l'Argentine, qui provoquent l'asphyxie, même à une distance éloignée.

AUGMENTATION DU CHOMAGE

Les statistiques établies par le ministère du Travail sur l'évolution de l'emploi en mars ont été publiées jeudi.

Ces statistiques, dont on sait le crédit qu'on peut leur accorder en ce qui concerne les chiffres réels du chômage, révèlent néanmoins une nouvelle augmentation du chômage au cours du mois écoulé.

1 070 600 demandeurs d'emploi fin mars contre 1 042 000 fin février, soit 2,7 % de hausse.

Quant aux offres d'emploi pendant la même période, elles ont diminué de 2,6 %.

Les élections passées, le patronat multiplie les licenciements. La réalité de la situation de l'emploi, ce sont 1 000 chômeurs supplémentaires par jour.

ATTENTATS CONTRE LES MILIEUX AUTONOMISTES CORSES

Dans la nuit de mercredi à jeudi, trois attentats ont été commis en Corse, visant des représentants des milieux autonomistes. Ces attentats à l'explosif, qui ont fait des dégâts importants, ont provoqué une protestation du secrétaire général de l'UPC (Union du peuple corse). Dans une lettre adressée au préfet, il dénonce les provocations des barbouzes du groupe « Francia ».

RFA : LOIS « ANTITERRORISTES »

Le Bundestag (Parlement de la République fédérale allemande) a définitivement adopté, jeudi, les lois « antiterroristes » réclamées par le gouvernement. Selon ces nouvelles lois, qui vont entrer immédiatement en vigueur, la police pourra mettre en place des barrages de contrôle sur la voie publique et retenir jusqu'à 12 heures pour vérification d'identité des personnes démunies de papiers, même si aucun soupçon ne pèse sur elles. La police pourra également perquisitionner tous les appartements d'un immeuble en cas de présence présumée de terroristes alors que, jusqu'à présent, ils devaient limiter leurs recherches à un seul logement.

D'autre part, un avocat pourra être exclu d'une procédure intentée à des « terroristes présumés » sur simple présomption d'une coopération illégale avec des extrémistes. Enfin, les défenseurs ne pourront communiquer avec leurs clients soupçonnés de terrorisme qu'à travers une vitre.

TROIS FILLETES MEURENT DANS UN INCENDIE

Nantes - jeudi matin - Monsieur Capitao, ouvrier portugais travaillant comme maçon dans une entreprise de travail temporaire était parti au chantier. Sa femme après avoir habillé et fait déjeuner ses trois fillettes, les avait quittées pour aller faire des ménages. Les trois enfants restés dans la loge de concierge qui servait d'appartement à la famille sont morts peu de temps après dans l'incendie qui s'est déclenché dans le logement...

Accident tragique qui condamne une société où on ne peut à la fois nourrir ses enfants et assurer leur sécurité...

Non à l'expulsion des ouvriers du Puy

Le 9 mars dernier, Barre en pleine campagne de promesses électorales se rendait au Puy. Une région particulièrement touchée par la politique de chômage et d'austérité du Premier ministre. Une foule de près de 2 000 travailleurs était là pour accueillir Barre et lui témoigner une légitime hostilité.

L'orateur Barre copieusement conspué et bousculé était obligé de rentrer par la fenêtre dans la salle du meeting. A l'issue de sa prestation minable, c'est accompa-

gné d'une grêle de pierres qu'il s'enfuit dans sa voiture officielle.

Aujourd'hui pour l'humaniste Barre c'est l'heure des règlements de comptes.

Dans les jours qui avaient suivi les manifestations, huit inculpations avaient été lancées arbitrairement contre des travailleurs. Jeudi, un arrêté d'expulsion était prononcé contre trois d'entre eux : Gloria Aznar, Espagnole de 21 ans et deux ouvriers algériens, Abdel Karim

Houmer, 18 ans, et Mohamed Braitel, 21 ans.

Gloria Aznar est accusée d'avoir « donné trois coups de pieds » dans la voiture ministérielle tandis que Houmer et Braitel sont accusés d'avoir lancé des pierres. Tous trois étaient détenus à la maison d'arrêt du Puy et devaient être expulsés dès vendredi en vertu d'une « disposition administrative récente en matière d'expulsion d'étrangers s'étant rendus coupables de faits répréhensibles ».

Dans la soirée on apprenait que Gloria Aznar était libérée tandis que Abdel Karim Houmer et Mohammed Braitel ont été transférés vers Lyon sous escorte policière.

Cette répression scandaleuse suscite la protestation des travailleurs du Puy qui étaient au coude-à-coude, Français et immigrés pour manifester contre Barre.

La politique du nouveau gouvernement Barre, c'est toujours de licencier et d'imposer l'austérité aux ouvriers. Comme Barre sait bien que les mascarades de concertation ne suffisent pas à endiguer la colère des travailleurs, il recourt à la répression arbitraire contre les travailleurs, il multiplie les menaces à l'encontre de nos frères immigrés coupables de défendre leur dignité de travailleurs.

Mouvements de grève en Espagne

La police assassine

Elvira Parcerro, 21 ans, qui avait été hospitalisée dans un état grave, lundi, à la suite des brutalités de la police, est morte mercredi soir.

Elvira Parcerro participait lundi, à Vigo, à une manifestation des ouvriers du chantier naval « Ascon » qui protestaient contre le licenciement de plusieurs d'entre eux. La police avait utilisé des balles en caoutchouc et des grenades pour réprimer la manifestation.

Par ailleurs, de nombreux mouvements de grève se poursuivent actuellement en Espagne. En particulier, plus de 350 000 travailleurs ont fait grève, mercredi, en Espagne dans les secteurs du textile, de la métallurgie, des arts graphiques et des charbonnages.

Ces grèves, dont seule celle du textile était nationale, avaient pour but de soutenir les revendications syndicales dans le cadre du renouvellement de conventions collectives.

95 % des 200 000 ouvriers du textile de la Catalogne ont observé, mercredi, un arrêt de travail de vingt-quatre heures. L'industrie textile espagnole compte 275 000 travailleurs.

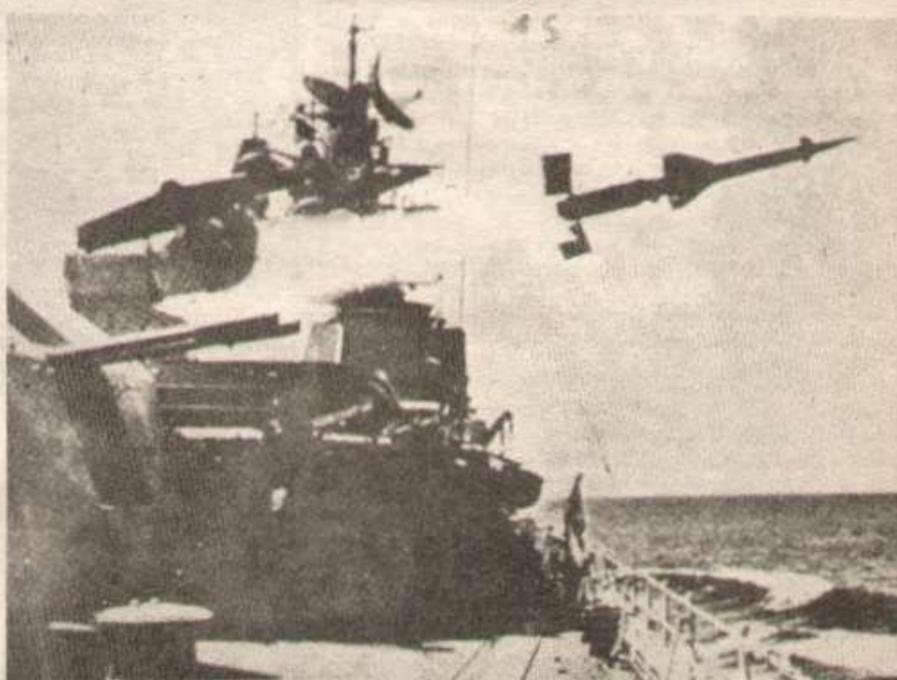
Dans la province basque du Guipuzcoa, 90 000 métallos ont observé le neuvième jour d'une grève illimitée.

En Catalogne encore, 40 000 travailleurs des arts graphiques ont répondu pour vingt-quatre heures à l'appel des syndicats.

Enfin, dans les Asturies, les 24 000 mineurs de l'entreprise nationale « Huno-

sa » en étaient au deuxième jour d'une grève, elle aussi, illimitée.

La flotte soviétique : une force d'agression



Départ d'un missile à bord d'un porte-engins soviétique. Sur toutes les mers et les océans la menace militaire des sociaux-impérialistes d'URSS.

Deux navires de guerre soviétiques, venant de la mer Noire, ont franchi, jeudi, le Bosphore pour se rendre en Méditerranée.

Il s'agit, selon l'agence de presse turque « Anatolie » du croiseur lance-missiles « Dzerjinski » et d'un destroyer de la classe « Kotlin ».

Ce passage suit celui de trois navires de transport du type « Alligator » de la flotte soviétique de la mer Noire, qui avaient franchi, mardi dernier, les détroits turcs, faisant route vers la Méditerranée, avec un chargement de matériel militaire.

Par ailleurs, à Londres, le sous-secrétaire d'Etat à la Marine de guerre a révélé, jeudi, que des navires-espions soviétiques patrouillent pratiquement en permanence au large des côtes britanniques.

L'an dernier, vingt-sept navires de guerre soviétiques ont ainsi été repérés à moins de 50 milles nautiques des côtes du Royaume-Uni, a précisé M. Duffy, s'adressant à la Chambre des communes.

Pendant environ huit mois, un navire-espion a ainsi croisé devant l'embouchure de la Clyde (à l'ouest

de Glasgow, en Ecosse). Dans le même temps, un autre bâtiment longeait la côte-Est et un troisième la côte-Sud des îles britanniques, a-t-il indiqué.

Un remorqueur de haute mer est également stationné « presque continuellement » à une vingtaine de milles au large de l'archipel des Shetlands (nord de l'Ecosse).

Encore des faits révélateurs de la politique d'agression et d'hégémonie du social-impérialisme soviétique.